This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

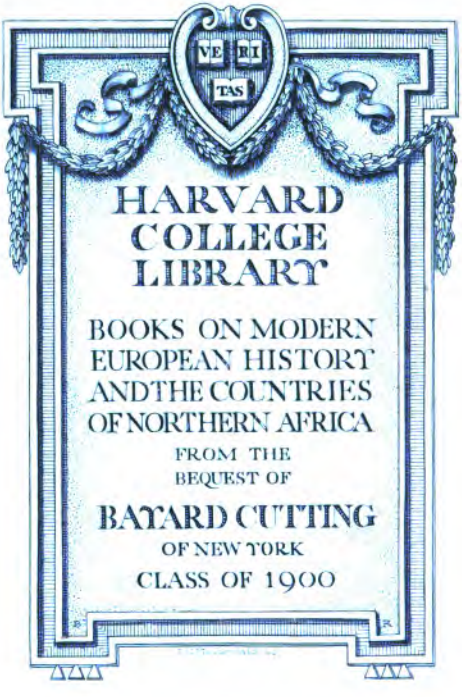
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

Eng 809.03.5



GODFREY LOWELL CABOT SCIENCE LIBRARY

Digitized by Google

P 15730 W.B. Cutting Jr.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

RÈGLEMENT

CONCERNANT

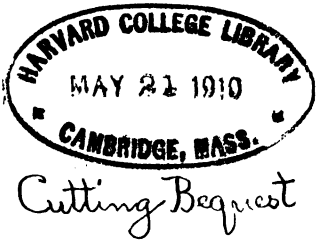
L'USAGE OU L'OCCUPATION DE LA VOIE PUBLIQUE

PAR LES PARTICULIERS

LE CAIRE
IMPRIMERIE NATIONALE
1903

Digitized by Google

Eng 809.03.5



Cutting Bequest

Digitized by Google

RÈGLEMENT

CONCERNANT

L'USAGE OU L'OCCUPATION DE LA VOIE PUBLIQUE

PAR LES PARTICULIERS (*)

ARTICLE PREMIER.

Dans les villes du Caire, d'Alexandrie et dans toutes les villes d'Égypte qui seront désignées par arrêté du Ministre des Travaux Publics, il est défendu, à moins d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente spécifiée à l'article 4 ci-dessous :

1° De faire aucune fouille, tranchée ou construction sur le sol de la voie publique, y compris les trottoirs ;

2° De laisser séjourner en dehors des magasins et sur la voie publique des meubles, caisses et autres objets quelconques, sauf pour le temps strictement nécessaire à leur chargement et déchargement, emballage et déballage ;

3° De faire des étalages de marchandises, dépôts de matériaux et généralement d'entraver d'une manière quelconque la circulation, soit sur les rues, soit sur les trottoirs.

(*) Ce Règlement a été promulgué en vertu de la décision du Conseil des Ministres, n° 33, du 18 mai 1885.

Digitized by Google

ART. 2.

Les autorisations dont il est question à l'article premier ci-dessus, détermineront les charges et conditions imposées aux bénéficiaires, et fixeront le montant des taxes à recouvrer, s'il y a lieu, conformément au présent Règlement.

(*)

ART. 3.

Tout contrevenant aux dispositions de l'article premier ou aux conditions des autorisations prévues à l'article 2 du présent Règlement sera puni des peines de simple police, sans préjudice de l'obligation pour le contrevenant de faire cesser l'état de contravention dans les vingt-quatre heures du prononcé du jugement de condamnation, faute de quoi l'autorité aura la faculté de le faire, aux frais, risques et périls du contrevenant.

ART. 4.

Dans les villes du Caire et d'Alexandrie, les autorisations d'exécuter des fouilles, tranchées ou constructions quelconques sur la voie publique seront délivrées par les inspecteurs des travaux publics de ces deux villes ou leurs agents, et les autres autorisations de voirie dont il est parlé à l'article premier ci-dessus seront délivrées par le Gouverneur ou ceux de ses agents délégués à cet effet.

Dans les autres villes, l'ingénieur du Tanzim de la ville pour laquelle l'autorisation est demandée, est chargé de délivrer les autorisations de toute nature dont il est question à l'article premier.

(*) Voir page 11, arrêté nº 152, du 22 juin 1896, modifiant les articles premier et deuxième ci-dessus.

Digitized by Google

ART. 5.

La demande d'autorisation doit indiquer :

A. — Les nom et prénoms, la profession, la nationalité et le domicile du pétitionnaire ;

B. — La nature de l'autorisation et la situation de l'emplacement pour laquelle elle est demandée ;

C. — L'espace que le pétitionnaire désire occuper sur la voie publique ;

D. — Le nombre de jours pour lesquels il réclame l'autorisation.

La pétition doit être écrite sur papier timbré, sans quoi elle sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 6.

L'autorisation, une fois délivrée par les autorités désignées à l'art. 4 ci-dessus, devra être présentée par le permissionnaire au délégué de la police de la ville qui la contresignera et ne sera valable qu'après avoir été ainsi contresignée.

Toutefois, dans les villes du Caire et d'Alexandrie, cette formalité ne sera nécessaire que pour les autorisations délivrées par les agents du Ministère des Travaux Publics.

ART. 7.

Aucune construction ne peut être édifiée ou démolie le long d'une voie publique, sans que la portion de la voie publique nécessaire pour le travail soit entourée d'une barrière en bois haute de deux mètres au moins. Cette barrière, dont l'emplacement sera fixé par l'autorisation de bâtir, sera

Digitized by Google

en général parallèle à l'axe de la rue, et ne pourra être éloignée du mur de face de plus de :

1^{m},00	pour les rues dont la largeur est inférieure à	5^{m}	
1^{m},50	»	»	comprise entre 5 et 9^{m}
2^{m},00	»	»	» 9 et 16^{m}
2^{m},50	»	»	dépasse..... 16^{m}.

Dans tous les cas, pour les rues plantées, la barrière ne devra pas approcher à plus de 0^{m},50 la ligne des arbres.

Autant que possible, la porte de la barrière devra s'ouvrir en dedans, ou, si cela est impossible, en glissant le long de la barrière ; mais jamais elle ne devra s'ouvrir en dehors de la clôture.

La nuit, les portes des barrières devront être fermées à clef.

ART. 8.

Pour les petites réparations, l'Administration se réserve le droit d'autoriser le pétitionnaire à ne pas établir de barrière, mais à construire des échafaudages volants, ne s'appuyant, pas sur le sol.

D'ailleurs, en tout temps, la police peut exiger du permissionnaire qu'il prenne des précautions pour que des matériaux ne tombent pas dans la rue.

ART. 9.

Les voitures employées au transport des matériaux devront, autant que possible, être chargées et déchargées à l'intérieur de la clôture ; si cela est impossible, elles devront, au moins, être rangées le long de la clôture et ne pas être placées en travers de la rue.

Digitized by Google

Le permissionnaire est, d'ailleurs, tenu responsable de toute obstruction non nécessaire occasionnée dans les rues par les voitures qu'il emploie pour ses travaux.

Lorsqu'il sera nécessaire de décharger les matériaux en dehors de la clôture, ces matériaux devront être rentrés immédiatement.

Les voitures ne pourront, en aucun cas, stationner au dehors, sauf pendant le temps des chargements ou des déchargements.

ART. 10.

Les auvents ou abris contre le soleil, établis devant les maisons, ne devront, dans aucun cas, dépasser l'alignement du trottoir, et devront laisser, entre le sol et leur point le plus bas, une distance verticale entièrement libre de deux mètres au moins.

ART. 11.

Dans les quatre jours qui suivront l'enlèvement des clôtures ou l'achèvement du travail autorisé, quel qu'il soit, le permissionnaire devra avoir réparé les dommage causés par lui à la rue et aux trottoirs, faute de quoi l'Administration procédera à ses frais à la mise en état de la voie publique.

Dans tous les cas, l'Administration fera procéder, aux frais du permissionnaire, à la mise en état des plantations, des appareils à gaz, etc., endommagés par le fait des travaux exécutés.

ART. 12.

L'Administration se réserve la faculté de restreindre ou même de retirer entièrement aux propriétaires des cafés, brasseries et autres établissements du même genre, et cela

Digitized by Google

sans avoir à leur payer aucune indemnité, les autorisations qu'elle leur aurait accordées de placer des chaises et des tables sur la voie publique, au cas où elle reconnaîtrait ensuite que ces tables et chaises incommodent le public.

ART. 13.

Les taxes à payer par les permissionnaires et dont il est parlé à l'art. 2 ci-dessus sont fixées comme suit :

A. — Pour toute demande d'autorisation, au moment de la remise de la demande et avant toute instruction, un droit fixe de vingt piastres égyptiennes (20 P.E.).

B. — Dans toutes les rues ou places macadamisées ou pavées et bordées de trottoirs :

1° Pour tout espace de la voie publique occupé pendant une durée ne dépassant pas une semaine, une piastre (1 P.E.) par mètre carré et par jour ;

2° Pour chaque jour au delà de la première semaine, vingt paras ($^{20}/_{40}$ P.E.) par mètre carré ;

3° Pour chaque jour au delà du premier mois, dix paras ($^{10}/_{40}$ P.E.) par mètre carré ;

4° Pour une autorisation permanente accordée aux cafés et brasseries d'occuper une partie de la voie publique avec des tables et des chaises, une taxe annuelle de quarante piastres (40 P.E.) par mètre carré.

C. — Dans toutes les rues ou places non pavées ou macadamisées et non bordées de trottoirs, les taxes seront moitié de celles qui sont indiquées au § (*b*) ci-dessus pour les rues ou places macadamisées ou pavées et bordées de trottoirs.

Ces dernières taxes seront élevées aux chiffres indiqués au § (*b*) au fur et à mesure que les rues seront pavées ou macadamisées et bordées de trottoirs.

(*)

(*) Voir article additionnel, page 14.

Digitized by Google

Les taxes seront payées par les permissionnaires aux caisses fixées par les agents désignés à l'art. 4 ci-dessus pour délivrer les permissions.

ART. 14.

Pour toute permission dont la durée n'excédera pas trois mois, l'autorisation ne sera délivrée qu'après paiement par avance du montant total de la taxe.

Pour les permissions dont la durée excédera trois mois, le paiement de la taxe sera fait à l'avance par trimestre.

Faute par le permissionnaire d'avoir fait le second versement ou les autres versements successifs aux époques spécifiées ci-dessus, l'autorisation sera annulée de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure ou avertissement préalable.

ART. 15.

Les compagnies des Eaux et du Gaz, au Caire et à Alexandrie, ne sont pas astreintes à la demande d'autorisation et au paiement des droits lorsqu'elles ont à poser ou à réparer leurs tuyaux de conduite et lorsque le travail qu'elles ont à faire ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures.

Dans ce cas, elles doivent simplement informer l'inspecteur de la ville du Caire ou d'Alexandrie et le délégué de la police dans le quartier où se font les travaux.

Dans tous les autres cas, ces Compagnies doivent se munir d'autorisations régulières; toutefois, elles sont exemptées des taxes à payer lorsque leurs travaux sont faits, non pour le compte de particuliers, mais pour leur propre compte.

Dans tous les cas, ces Compagnies sont astreintes à toutes les stipulations de l'art. 11 ci-dessus.

Digitized by Google

ART. 16.

Le présent règlement a pour but de faciliter l'application des articles 331 et 340 du Code pénal des Tribunaux mixtes et des articles 341 et 351 du Code pénal égyptien pour les Tribunaux indigènes.

Toutes les contraventions définies dans ces articles et non indiquées dans le présent règlement, telles, par exemple, que l'éclairage des travaux ou dépôts de matériaux pendant la nuit, n'en subsistent donc pas moins.

ART. 17.

Les agents du Ministère des Travaux Publics et ceux du Ministère de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent règlement, chacun en ce qui le concerne. Chaque service a qualité pour contrôler l'usage fait par les permissionnaires des autorisations qu'il a lui-même délivrées en vertu de l'art. 4 ci-dessus et pour dresser, s'il y a lieu, des contraventions au sujet de ces mêmes autorisations.

Fait au Caire, le 31 mai 1885.

Le Ministre des Travaux Publics,
A. ROUCHDY.

Le Ministre de l'Intérieur,
ABDELKADER.

Digitized by Google

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, N° 152.

LES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le règlement concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers, en date du 31 mai 1885 ;

Vu l'avis émis par le Comité consultatif de législation dans sa séance du 29 février 1896 et les décisions prises par le Conseil des ministres dans ses séances des 23 avril et 4 juin 1896,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du dit règlement est rapporté et remplacé par l'article suivant :

« ART. 1. — Dans les villes du Caire, d'Alexandrie et dans toutes les villes d'Égypte qui seront désignées par arrêté du Ministre des Travaux publics, il est défendu à moins d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente spécifiée à l'art. 4 ci-dessous :

« 1° De faire aucune fouille, tranchée ou construction sur le sol de la voie publique y compris les trottoirs ;

« 2° De laisser séjourner en dehors des magasins et sur la voie publique des meubles, caisses ou autres objets quelconques, sauf pour le temps strictement nécessaire à leur chargement ou déchargement, emballage ou déballage ;

« 3° De faire des étalages de marchandises, dépôts de matériaux et généralement d'entraver d'une manière quelconque la circulation, soit sur les rues, soit sur les trottoirs ;

Digitized by Google

« 4° D'occuper la voie publique par des installations provisoires quelconques, à l'occasion de fêtes de bienfaisance, illuminations, carnavals, mariages, etc., etc.

« Toutefois, l'occupation de la voie publique pour cause de deuil continuera à se faire à titre gratuit et sans qu'il soit nécessaire de demander une autorisation, mais la superficie occupée ne devra, dans aucun cas, dépasser le tiers de la longueur de la voie. »

ART. 2.

L'article 2 du dit règlement est rapporté et remplacé par le suivant :

« ART. 2. — Les autorisations dont il est question à l'article premier ci-dessus détermineront les charges et conditions imposées aux bénéficiaires et fixeront le montant des taxes à recouvrer, s'il y a lieu, conformément au présent règlement.

« Les autorisations visées au § 4 de l'article premier, seront délivrées aux conditions spéciales ci-après :

« *A.* — S'il s'agit de fêtes de bienfaisance, illuminations, carnavals, les autorisations seront délivrées sans frais aux intéressés, et, dans ce cas, la portion de la voie publique qui sera occupée ne devra, en aucun cas, dépasser la moitié de sa largeur ;

« *B.* — A l'occasion des mariages, les particuliers pourront être autorisés à occuper la moitié de la largeur de la voie publique lorsqu'ils en feront la demande en payant les taxes prévues à l'art. 13 du dit règlement.

« L'Administration se réserve, dans tous les cas, de ménager, dans les voies occupées un espace libre suffisant pour assurer la circulation publique. Elle pourra même refuser les autorisations qui lui seraient demandées pour occuper

Digitized by Google

les rues très fréquentées telles que: le Mouski, Sharia El-Nahassin, Sharia El-Soukkarieh, Sharia El-Ghourieh, et autres.

« Les bénéficiaires de la tolérance fixée au dernier alinéa de l'article premier, ainsi que ceux qui obtiendront des rokhsas suivant les prescriptions des paragraphes (*A* et *B*) ci-dessus, ont l'obligation de réparer les trottoirs et les chaussées s'ils ont été dégradés ou endommagés par les installations provisoires, et ce, immédiatement après l'enlèvement de ces installations, sous peine d'y être contraints suivant la loi. »

Fait au Caire, le 22 juin 1896.

Le Ministre des Travaux Publics,
H. Fakry.

Le Ministre de l'Intérieur,
Moustapha Fehmy.

Pour copie conforme:
Le Chef du service administratif p.i.,
Naguib Bahry.

Digitized by Google

ARRÊTÉ MINISTERIEL, N° 153.

LES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le règlement du 31 mai 1885 concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique par les particuliers ;

Vu l'avis émis par le Comité consultatif de législation dans sa séance du 29 février 1896 et la décision du Conseil des Ministres en date du 23 avril de la même année,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe additionnel suivant est ajouté en avant dernier paragraphe à l'article 13 du règlement précité du 31 mai 1885.

« *d*) Pour l'occupation permanente ou temporaire du sous-sol de la voie publique par un tuyau étanche (plomb, fonte, fer, etc.), destiné à conduire les liquides ou autres matières quelconques, il sera payé dix millièmes (L.E. 0,010) par an et pour chaque mètre de longueur de tuyau ainsi posé ».

Fait au Caire, le 22 juin 1896.

Le Ministre des Travaux publics,
H. FAKHRY.

Le Ministre de l'Intérieur,
MOUSTAPHA FEHMY.

Pour copie conforme :
Le chef du service administratif p. i.,
NAGUIB BAHRY.

Digitized by Google

LISTE des villes soumises par arrêté ministériel au Règlement concernant l'usage ou l'occupation de la voie publique du 31 mai 1885.

NOMS DES VILLES	DATE ET Nos DES ARRÊTÉS	OBSERVATIONS
Le Caiue		
Alexandrie...		
Port-Saïd	16 juin 1885, N° 250.	
Ismaïlieh		
Suez		
Zagazig	12 janvier 1888, N° 448.	
Tanta	22 octobre 1887, N° 443.	
Mansourah...		
El Mehalla el Kobra.	12 novembre 1892, N° 117.	
Damanhour	14 » 1894, N° 206.	
Zifta	4 mars 1896, N° 47.	
Damiette	29 février 1896, N° 45.	
Benha...	22 avril 1896, N° 84.	
Minieh	29 février 1896, N° 45.	
Beni-Souef...	29 février 1896, N° 46.	Le Règlement est applicable en ce qui concerne les matériaux de constructions seulement.
Fayoum		
Ghirgheh		
Kéneh...		

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

بيان المدن السارية عليها أحكام لائحة استعمال الطرق العمومية الصادرة فى ٣١ مايو سنة ١٨٨٥ حسب قرارات النظارة الصادرة عن ذلك

أسماء المدن	تاريخ ونمرة القرار	ملحوظات
القاهرة .. الاسكندريه بورسعيد .. الاسماعيليه السويس .	١٦ يونيه سنة ١٨٨٥ نمرة ٢٥٠	
الزقازيق ..	١٢ يناير سنة ١٨٨٨ نمرة ٤٤٨	
طنطا ... المنصوره ..	٢٢ اكتوبر « ١٨٨٧ « ٤٤٣	
المحله الكبرى	١٢ نوفمبر « ١٨٩٢ « ١١٧	
دمنهور ...	١٤ « « ١٨٩٤ « ٢٠٦	
زفتى	٤ مارس « ١٨٩٦ « ٤٧	
دمياط ...	٢٩ فبراير « ١٨٩٦ « ٤٥	
بنها	٢٢ ابريل « ١٨٩٦ « ٨٤	
المنيا ...	٢٩ فبراير « ١٨٩٦ « ٤٥	
بنى سويف .	٢٩ « « ١٨٩٦ « ٤٦	اللائحة سارية على هذه المدن الاربع فيما يختص بمهمات العمارات فقط
الفيوم ...	٢٩ « « ١٨٩٦ « ٤٦	
جرجا	٢٩ « « ١٨٩٦ « ٤٦	
قنا	٢٩ « « ١٨٩٦ « ٤٦	

Digitized by Google

ترجمة قرار من نظارتى الداخلية والاشغال العمومية
رقم ٢٢ يونيه سنة ١٨٩٦ نمرة ١٥٣

بعد الاطلاع على اللائحة المختصة باستعمال الافراد الطرق العمومية الصادرة فى ٣١ مايو سنة ١٨٨٥ وعلى الرأى الذى أبدته اللجنة الاستشارية القضائية فى الجلسة التى عقدتها فى ٢٩ فبراير سنة ١٨٩٦ وعلى ما قرره مجلس النظار فى ٢٣ ابريل الماضى قد قررنا ما يأتى

يضاف على المادة الثالثة عشرة من تلك اللائحة وذلك بعد كلمة «المذكورة» الفقرة الآتية وهى

« (ث) اذا استعملت أرضية الطريق العمومى استعمالا مستديما أو مؤقتا» «وذلك بأن وضعت فى باطنها مواسير صماء من رصاص أو ظهر أو حديد» «وماشاكلها بقصد تصريف السوائل أو أية مادة أخرى فيدفع عشرة» «مليمات فى السنة عن كل متر طولى من تلك المواسير الخ »

ناظر الاشغال العمومية
حسين فخرى

ناظر الداخلية
مصطفى فهمى

Digitized by Google

«وتشترط المصلحة فى جميع الاحوال أن يترك فى الطريق المستعمل مسافة»
«كافية للمرور العام ولها أيضا أن ترفض الترخيص الذى يطلب منها»
«فى استعمال الطرق المطروقة كثيرا كالموسكى وشوارع النحاسين»
«والسكرية والغورية وغيرها ويتعين على المنتفعين بالاستعمال المنوه عنه»
«فى العبارة الاخيرة من الفقرة الرابعة من المادة الاولى وعلى الذين ينالون»
«الرخصة بحسب أحكام الفقرتين (ا) و (ب) المتقدم ذكرهما اصلاح»
«ما يكون قد تخرب من التروتوار وأرضية الطريق أو تلف بسبب ما يكون»
«قد أقيم عليهما موقتا واصلاح ذلك يجب أن يكون على الفور عقيب ازالة»
«ما أقيم والا فيجبرون على ذلك بحسب أحكام القانون ٤ »

حرر بالقاهرة ٤

ناظر الاشغال العمومية
حسين فخرى

ناظر الداخلية
مصطفى فهمى

Digitized by Google

« ثالثا — بسط بضائع أو وضع مهمات فى الطريق أو على التروتوارات »
« وبوجه عام من احة المرور بأى صفة كانت »

« رابعا — إشغال الطريق العمومى بشئ يقام عليه موقتا للاحتفالات »
« الخيريه والزينة والكرنفال والافراح وما شاكل ذلك أما إشغال »
« الطريق العمومى من أجل المآتم فيبقى كما هو الآن بدون دفع »
« أجرة عنه ولا طلب رخصة من أجله بشرط أن لا يتجاوز المسطح »
« المشغول فى أية حال من الاحوال ثلث عرض الطريق »

(المادة الثانية)

تلغى المادة الثانية من اللائحة المتقدم ذكرها وتستبدل بالمادة الاتية

« (المادة الثانية) الرخص المنوه عنها فى المادة الاولى تعين فيها »
« الشروط التى يجب على المرخص له اتباعها ويحدد فيها مقدار الرسوم »
« التى يلزم تحصيلها اذا اقتضت الحال بالتطبيق لهذه اللائحة أما الرخص »
« المشار اليها فى الفقرة الرابعة من تلك المادة فتعطى بالشروط الخصوصية »
« الآتى ذكرها وهى »

« (ا) اذا كان المراد اقامة احتفالات خيرية أو زينات أو كرنفال »
« فتعطى الرخص اللازمة بذلك لاصحاب الشأن بدون دفع شئ من »
« المصاريف انما الجزء الذى يستعمل من الطريق العمومى فى أحوال »
« كهذه يجب أن لا يتجاوز فى أية حال نصف عرض الطريق »
« (ب) يرخص للافراد باستعمال نصف عرض الطريق العمومى لاقامة »
« الافراح متى طلبوا ذلك ودفعوا الرسوم المقررة فى المادة الثالثة »
« عشرة من اللائحة المذكورة »

Digitized by Google

ترجمة قرار من نظارتى الداخلية والاشـــغال العمومية

رقم ٢٢ يونيه سنة ١٨٩٦ نمرة ١٥٢

بعد الاطلاع على اللائحة المختصـة باستعمال الافراد الطرق العموميـة الصادرة فى ٣١ مايو سنة ١٨٨٥

وعلى الرأى الذى أبدته اللجنـة الاستشارية القضائية فى الجلسـة التى عقدتها فى ٢٩ فبراير سنة ١٨٩٦

وعلى ما قرره مجلس النظار فى جلستى ٢٣ ابريل و ٤ يونيه من هذا العام قد قررنا ما يأتى

(المادة الاولى)

تلغى المادة الأولى من اللائحة المذكورة وتستبدل بالمادة الآتية

« (المادة الأولى) لا يسوغ اجراء شئ من الاعمال الآتيـة فى مدينتى »
« القاهرة والاسـكندرية وفى كافة مدن القطر المصرى التى تعين بقرار »
« يصـدر من نظار الاشـغال العموميـة الا بتصريح خصوصى من جهة »
« الاختصاص المنوه عنها فى المادة الرابعة من هذه اللائحة وهذه الاعمال هى »

« أولا — أى عمل من أعمال الحفر أو البناء على أرض الطريق العمومى »
« بما فى ذلك الترو توارات »

« ثانيا — وضع شئ من الاثاث (موبليات) والصناديق أو أى متاع آخر »
« خارج الدكاكين أو على الطريق العمومى الا المدة التى »
« يستغرقها الشحن أو التفريغ والحزم أو الفك »

Digitized by Google

اجراءها خاصة بهن دون الافراد وأما أحكام البند الحادى عشر من هذه اللائحة فيجرى مفعولها على الشركات المذكورة بدون استثناء

بند ١٦

الغرض المقصود من هذه اللائحة انما هو تسهيل تنفيذ بندى ٣٣١ و ٣٤٠ من قانون العقوبات للمحاكم المختلطة و بندى ٣٤١ و ٣٥١ من قانون العقوبات المصرى للمحاكم الاهلية وعلى ذلك فكل المخالفات المنصوص عليها فى البنود المذكورة ولم تذكر فى هذه اللائحة مثل تنوير محلات العمل أو محلات وضع المهمات ليلا تعتبر كمنصوص عليها فى اللائحة المذكورة

بند ١٧

مندوبو نظارة الاشغال العمومية ونظارة الداخلية مكلفون بتنفيذ هذه اللائحة كل منهما فيما يخصه أى ان كلا منهما له ان يراقب تنفيذ الرخص الصادرة منه بمقتضى البند الرابع المتقدم وأن يحرر عند الاقتضاء محاضر بما يمكن وقوعه من المخالفات بشأنها

صدرت بالقاهرة فى ٣١ مايو سنة ١٨٨٥

ناظر أشغال عموميه
عبد الرحمن
رشدى

ناظر داخليه
عبد القادر

Digitized by Google

(ت) أما فى الشوارع أو الميادين الغير المبلطة أو الغير المرصوصة بالمكادام وليس لها ترو توارات فيدفع نصف الرسوم المقررة بالفقرة (ب) وكلما عمل جزء من الشوارع بالمكادام أو البلاط ووضع لها ترو توارات يصير ابلاغ هذه الرسوم الى المقادير المبينة بالفقرة المذكورة (*) ودفع الرسوم من طرف أرباب الرخص يكون الى الخزينة التى يعينها المندوبون المكلفون باعطاء الرخص بموجب البند الرابع من هذه اللائحة

بنـــد ١٤

اذا كانت الرخصة المطلوبة لا تتجاوز مدتها ثلاثة أشهر فلا تسلم الى طالبها الا بعد ما يدفع قيمة الرسم كله عاجلا وأما اذا تجاوزت مدتها الثلاثة أشهر فيدفع الرسم عنها كل ثلاثة أشهر سلفا واذا تأخر المرخص له عن أداء الدفعة الثانية أو الدفعات التى بعدها فى المواعيد المذكورة تبطل الرخصة بدون انذاره بذلك مقدما

بنـــد ١٥

شركات المياه والغاز فى القاهرة والاسكندرية لا تجرى عليهن أحكام هذه اللائحة من حيثية طلب الرخصة ودفع الرسوم فيما اذا رغبن وضع المواسير أو اصلاحها على شرط أن لا تستغرق هذه الاعمال أكثر من أربع وعشرين ساعة انما يجب عليهن أن يشعرن مفتش مدينة القاهرة أو مفتش الاسكندرية ومندوب البوليس بالقسم الذى يقتضى اجراء تلك الاعمال فيه وأما فى باقى الاحوال فيجب على الشركات المذكورة الاستحصال على رخص قانونية ولا يؤخذ منهن شئ من الرسوم المقررة متى كانت الاعمال التى يرغبن

(*) أنظر وجه ١٣ فترى ترجمة قرار من نظارتى الداخلية والاشغال العمومية رقم ٢٢ يونيه سنة ١٨٩٦ نمرة ١٥٣ باضافة فقرة بعد كلمة «المذكورة»

Digitized by Google

بنـــد ١٢

اذا صرحت المصلحة لاحد من أصحاب القهاوى ومحلات البيرا وغيرهم من هذا القبيل بوضع كراسى وموائد (ترابيزات) على طريق المارة واتضح بعد اعطاء التصريح عطلة المرور بسبب ذلك فيكون للمصلحة مطلق التصرف بالرخصة المعطاة إما بتنقيص مفعولها أو بالغائها اصالة ونزعها من يد صاحبها بدون أن يكون له الحق بطلب تعويض قط

بنـــد ١٣

الرسوم التى يلزم أن يدفعها أرباب الرخص ومذكورة بالبنـــد الثانى قد تحددت بالصورة الآتية

(ا) يدفع عن كل طلب رخصة عند تقديمه وقبل النظر فيه رسم مقرر قدره عشرون قرشا ميريا

(ب) فى كافة الشوارع أو الميادين المرصوصة بالمكادام أو المبلطة ولها تروتوارات تدفع الرسوم كما يأتى

أولا — قرش واحد فى اليوم عن كل متر مربع من أى جزء يشـغل من الطريق العمومى مدة لا تزيد عن اسبوع واحد

ثانيا — عشرين فضـه عن كل متر مربع فى اليوم الواحد من بعـد الاسبوع الاول

ثالثا — عشرة فضه عن كل متر مربع فى كل يوم من بعد الشهر الاول

رابعا — أرباب القهـاوى ومحلات البيرا الذين يطلبون رخصـة دائمة لاشغال جزء من الطريق العمومى بالموائد (ترابيزات) والكراسى فيؤخذ منهم على الرخصة التى تعطى لهم بذلك رسم سنوى قدره أربعون قرشا عن كل متر مربع

Digitized by Google

(طيارى) تدلى على الحائط بشرط أن لا ترتكز على الارض ومع ذلك فللبوليس فى أى حين أن يلزم المرخص له باتخاذ الاحتياطات اللازمة كى لا يسقط فى الطريق شئ من المواد أو الادوات

بنـــد ٩

العربات التى تستعمل فى نقل المهمات ينبغى تعبئتها وتفريغها داخل الحاجز اذا أمكن والا وجب أقله صفها جانب الحاجز ولا تقف فى عرض الطريق فاذا وقفت وعطلت المرور بالشارع على غير اقتضاء فالمرخص له مسؤل بالعطلة واذا دعت الحال الى تفريغ المهمات خارج الحاجز فيجب ادخالها حالا بعد التفريغ ولا يسوغ فى أية حال وقوف العربات خارجا الا زمن تعبئتها أو تفريغها ليس الا

بنـــد ١٠

لا يسوغ مطلقا جعل السقائف أو المظلات المقامة أمام المنازل أن تتجاوز حافة التروتوارات ويكون بين أحط نقطة منها والارض مسافة رأسية خالية قدرها مترا ن على الاقل

بنـــد ١١

يجب على صاحب الرخصة اصلاح كل تلف يحدث بسببه بالطريق أو بالتروتوارات فى مدة أربعة أيام من حين ازالة الحاجز أو اتمام العمل المصرح له به مهما كان ذلك العمل فاذا تأخر فالمصلحة تصلحه على نفقته وأما ما يتلف من المغروسات وأدوات الغاز وغير ذلك فللمصلحة فقط أن تصلحه على نفقة صاحب الرخصة

Digitized by Google

بنـــد ٦

متى صـدرت الرخصة حسب المبين بالبنـد الرابع المتقدم يتعـين على صاحبها أن يقدمها الى مندوب بوليس المدينـة للمصادقة عليها والافتكون الرخصـة غير معمول بها أما اذا كانت معطاة فى القاهرة أو الاسكندرية فلا يحتاج الحال للمصادقة عليها من مندوب البوليس الا اذا كانت صادرة من مندوبى نظارة الاشغال العموميه

بنـــد ٧

لا يجوز البناء أو الهدم فى الاماكـن التى على جانب الطريق العمومى الا اذا أحيط الجزء اللازم منه للعمـل بحاجز من خشب ارتفاعه متران على الاقل ويحدد محل هذا الحاجز فى رخصة البناء ويكون على العموم موازيا لمحور الطريق ولا يكون بعيدا عن حائط الواجهة باكثر من متر واحد فى الشوارع التى عرضها دون الخمسة أمتار ومتر ونصف فى الشوارع التى عرضها من خمسة الى تسعة أمتار ومترين فى الشوارع التى عرضها من تسعة الى ستة عشر مترا ومترين ونصف فى الشوارع التى عرضها أكثر من ستة عشر مترا

ولا يجوز فى أية حال أن تكون مسافة ما بين الحاجز وخط الاشجار أقل من نصف متر فى الشوارع المغروسة ويجب جعـل باب الحاجز أن يفتح الى الداخل اذا أمكن والا فيعـمل على الشكل المعروف بالكمنجه أى أنه يفتح مبيتا فى الحاجز ولا يجوز مطلقا فتحه الى الخارج وينبغى قفله ليلا

بنـــد ٨

اذا كانت الاعمال التى يرغب اجراؤها طفيفة قاصرة على ترميمات جزئية جاز اذ ذاك للمصـلحة أن تعفى الطالب من عمل الحاجز واستبداله بصـفائل

Digitized by Google

بنـــد ٣

من خالف نصوص البند الاول أو شروط الرخص المنوه عنها بالبند الثانى من هذه اللائحة يجازى بالعقوبات المقررة للمخالفات فضلا عن الزامه بازالة المخالفة فى ظرف أربع وعشرين ساعة من صـدور الحكم عليه بهذا الجزاء وان لم يزلها فتكون الحكومة مطلقة التصرف فى ازالتها على نفقته وتحت مســؤليته

بنـــد ٤

رخص أعمال الحفر أو البناء على الطريق العمومى من أى نوع كانت تعطى فى مدينتى القاهرة والاسكندريه من مفتشى الاشـغال العمومية المقيمين فيهما أو من منـدوبيهما أما باقى رخص التنظيم المنصوص عليها فى البند الاول المتقدم فتعطى من المحافظ أو من المأمورين الذين يعينهم لذلك وأما فى باقى المدن فالرخص من أى نوع كانت حسب المبين بالبنـد الاول تعطى من مهندس تنظيم الجهة التى تطلب فيها الرخصه

بنـــد ٥

لا يجوز تحرير طلب الرخصـة الا على ورق تمغه والا فيعتبر باطلا ويجب أن يبين فيه ما يأتى

(ا) اسم مقدم الطلب ولقبه وصنعته وجنسيته ومحل اقامته

(ب) ماهية الرخصة وموقع المحل المطلوبة الرخصة من أجله

(ت) الجزء الذى يرغب الملتمس إشغاله من الطريق العمومى

(ث) عدد الايام التى يرغب الترخيص له بها

Digitized by Google

ترجمـــة لائحة

تتعلق باستعمال الافراد الطرق العمومية من وضع مهمات فيها وبضائع وماشاكل ذلك (*)

بنـــد ١

* لايسوغ فى مدينتى القاهرة والاسكندرية ولافى كافة مدن القطر المصرى التى تعين بقرار يصدر من ناظر الاشغال العمومية اجراء الاعمال الآتية الا بتصريح خصوصى من جهة الاختصاص المنوه عنها بالبند الرابع من هذه اللائحـــة

أولا — أى عمل من أعمال الحفر أو البناء على أرض الطريق العمومى أو التروتوارات

ثانيا — وضع شىء من المفروشات والصناديق أو أى متاع آخر خارج المخازن أو على الطريق العمومى الامدة شحنها أو تفريغها وحزمها أو فكها

ثالثا — بسط بضائع أو وضع مهمات بالشوارع أو على التروتوارات ينشأ عنه ازدحام المرور

بنـــد ٢

* الرخص المذكورة فى البند الاول المتقدم يتعين فيها الشروط التى يجب على صاحب الرخصة اتباعها ويحدد فيها مقدار الرسوم التى يلزم تحصيلها منه اذا اقتضى الحال بالتطبيق لهذه اللائحة

(*) هذه اللائحة وضعت بناء على قرار صادر من مجلس النظار بتاريخ ١٨ مايو سنة ١٨٨٥ نمرة ١٣

* انظر ترجمة قرار من نظارة الداخلية والاشغال العموميه رقم ٢٢ يونيه سنة ١٨٩٦ نمرة ١٥٢ باستبدال هذين البندين الاول والثانى بمادتين أخراوتين بالصحيفة العاشرة

Digitized by Google

Digitized by Google

ترجمـــة لائحـــــة

تتعلق باستعمال الافراد الطرق العموميـــة

(طبعت)
بالمطبعة الكبرى الأميرية ببولاق مصر المحميـــة
ســـــنة ١٩٠٣
افرنجيـــه

Digitized by Google

Digitized by Google

ترجمـــة لائحـــــة

تتعلق باستعمال الافراد الطرق العموميـــة

(طبعت)
بالمطبعة الكبرى الأميرية ببولاق مصر المحميـــة
ســـــنة ١٩٠٣
افرنجيـــه

Digitized by Google